

Droit privé général

Mention : Droit privé [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue
- > Formation à distance : Non

LABORATOIRE(S) PARTENAIRE(S)

[CEDCACE](#)

[CDPC](#)

- > Durée moyenne de la formation :

Présentation

Présentation

L'offre de formation pour la rentrée 2026 est en cours de construction. À titre indicatif, vous pouvez consulter l'**offre 2025-2026**.

Le master "Droit privé fondamental" propose une formation généraliste en droit privé aux étudiants qui se destinent aux professions juridiques et judiciaires mais également à ceux qui se destineraient à la recherche.

Les matières dispensées constituent le socle fondamental permettant aux étudiants de préparer les différents concours en mettant l'accent tant sur le droit substantiel (civil, affaires, pénal) que sur le droit processuel (procédures, modes alternatifs, voies d'exécution).

Il offre en outre l'occasion aux étudiants de parfaire le maniement d'une langue étrangère, leur culture juridique et de développer des compétences nouvelles (travail

collectif au profit de professionnels, plaidoiries, journal du master).

Objectifs

Fournir aux étudiants des bases solides pour pouvoir appréhender n'importe quelle matière de droit privé en ayant les bons réflexes d'un généraliste.

Préparer les étudiants aux épreuves des différents concours professionnels.

Elargir la transmission du savoir à des soft skills pour permettre aux étudiants d'affronter leur vie professionnelle en ayant été confronté à des cas pratiques, en ayant travaillé en équipe, en ayant réfléchi sur leur savoir être.

Savoir-faire et compétences

Recherches juridiques et analyse - Qualification juridique - Négocier et rédiger un contrat - établir une stratégie judiciaire- Rédiger des actes de procédure - choisir le bon mode de résolution des différends (arbitrage, amiable) - assurer l'exécution des titres exécutoires - plaider.- travailler en équipe) - parfaire son anglais - éviter d'engager sa responsabilité professionnelle - gérer les données personnelles

Les + de la formation

Une formation généraliste

Une formation adaptée à la préparation des concours CRFPA et ENM

Organisation

Organisation des enseignements :

la première année de master permet aux étudiants de parfaire leurs connaissances de droit privé général.

La seconde année permet un approfondissement des matières fondamentales sous forme de

séminaires dispensés par des académiques et/ou des professionnels magistrats, avocats issus de grands cabinets d'avocats avec lesquelles le master a un partenariat (*August Debouzy, Jeantet, Quinn Emmanuel...*), huissiers de justice,

Organisation de la vie du master :

L'étudiant est impliqué dans la vie du master par l'organisation d'un séjour thématique (CEDH; Commission européenne...), du colloque annuel du master et du Journal du master. Il est, selon son choix d'orientation professionnelle, impliqué dans des travaux au profit de juridictions, cabinets d'avocats, études d'huissiers de justice, entreprises. Il effectue également un stage ou peut occuper un poste d'assistant de justice.

Stage ou alternance

Stages

- > Stage: Obligatoire (420)
- > Stage à l'étranger: Facultatif

Admission

Conditions d'admission

Master 1 :

monmaster.gouv.fr

- Mentions (assez bien, bien, très bien) obtenues lors des années de licence
- Une attention particulière est portée à certaines matières (droit des contrats, droit pénal, procédure civile et pénale...) pour lesquelles une note supérieure à 13 est recommandée.
- Une maîtrise de l'anglais est prise en compte
- Une adéquation entre la candidature et le projet professionnel
- En l'absence de certains prérequis, d'autres acquis ou expériences antérieurs pourront, le cas échéant, être pris en considération,

Master 2 :

- Mentions (assez bien, bien, très bien) obtenues lors des années précédentes
- Une attention particulière est portée à certaines matières (droit des contrats, droit pénal, procédure civile et pénale, droit judiciaire privé, responsabilité et assurance...) pour lesquelles une note supérieure à 13 est recommandée.
- Une maîtrise de l'anglais est prise en compte
- Une adéquation entre la candidature et le projet professionnel
- En l'absence de certains prérequis, d'autres acquis ou expériences antérieurs pourront, le cas échéant, être pris en considération (expérience à l'étranger, double cursus),

Modalités de candidature

Dépôt de candidature sur la plateforme ecandidat

Sélection des dossiers

Absence d'entretien

Pré-requis et critères de recrutement

Pour une candidature en M1 : monmaster.gouv.fr

Pré-requis recommandés

Compétences linguistiques appréciées

Et après

Poursuite d'études

La poursuite d'études se fait généralement dans le cadre d'une école professionnelle (HEDACC, ENM), ou l'école doctorale de l'université.

Certains étudiants ont, pour des finalités professionnelles précises, poursuivi un cursus à l'étranger (MBA).

Insertion professionnelle

La plupart des étudiants du parcours Droit privé fondamental intègrent l'école d'avocat ou l'école nationale de la magistrature. Certains sont devenus

commissaires de police ou huissiers de justice. Plusieurs étudiants ont embrassé une carrière universitaire.

Responsable pédagogique
adanisfa@parisnanterre.fr

> **Nathalie Sauphanor brouillaud**

Responsable pédagogique
n.sauphan@parisnanterre.fr

Contact(s)

> Anne Danis fatome